UN AN D'ACTION POUR PLUS D'ÉGALITÉ

Rapport d'activités 2016

ep
Equipes Populaires

« Quand des gens qui ont une carrière professionnelle rencontrent ceux qui sont proches de la désaffiliation, qu'ils se parlent en confiance autour d'un enjeu commun, les préjugés tombent et des réalités se découvrent. Et des aspirations communes se font entendre. »

Cafés citoyens, **cinés-débats**, théâtre-action, débats de Contrastes, Journée d'étude, Colloque, les Histoires digitales… Cafés citoyens, cinés-débats, **théâtre-action**, débats de Contrastes, Journée d'étude, Colloque, les Histoires digitales… Cafés citoyens, cinés-débats, théâtre-action, débats de Contrastes, Journée d'étude, Colloque, **les Histoires digitales**, Cafés citoyens, cinés-débats, théâtre-action, débats de Contrastes, Journée d'étude, Colloque, les Histoires digitales… **Cafés citoyens**, cinés-débats, théâtre-action, débats de Contrastes, Journée d'étude, **Colloque**, les Histoires digitales… Cafés citoyens, cinés-débats, théâtre-action, **débats de Contrastes**, Journée d'étude, Colloque, les Histoires digitales… Cafés citoyens, cinés-débats, théâtre-action, débats de Contrastes, **Journée d'étude**, Colloque, les Histoires digitales… Cafés citoyens, cinés-débats, théâtre-action, débats de Contrastes, Journée d'étude, Colloque, les Histoires digitales…

Une **action citoyenne**, six grands thèmes

QUESTIONS DE CONSOMMATION : Dans cette thématique sont rassemblées toutes les questions qui touchent d'une part à **l'égalité d'accès aux biens et services** de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société ; d'autre part à la **protection des consommateurs**. *On trouvera donc ici les travaux réalisés sur l'accès à l'énergie, à une alimentation saine à portée des petits budgets. Mais aussi l'analyse critique concernant le système agro-alimentaire et la grande distribution, les pratiques de crédit et de marketing ; les recherches en matière d'alternatives de consommation.*

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE : Cette thématique couvre d'une part, tout ce qui concerne l'**observation du paysage politique**, aux différents échelons, du **local** à l'**international** ; et d'autre part l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la **participation citoyenne**. *On verra donc à aborder, dans cette thématique, le contenu des programmes politiques des partis et celui des déclarations de politiques des équipes au pouvoir, ainsi que l'analyse de leur déclinaison sur le terrain ; les systèmes électoraux ; les partis politiques ; les élections aux différents niveaux ; les institutions démocratiques ; le fonctionnement de l'Europe, la 'gouvernance' mondiale… Ainsi que les dispositifs et les prises de participation pour tout ce qui concerne explicitement la vie de la Cité.* En 2016, le travail des groupes et des régionales est marqué par un suivi soutenu d'une série d'enjeux qui trouvent des atterrissages concrets sur le plan communal et par des initiatives ciblées qui visent à susciter une dynamique citoyenne.

LE VIVRE ENSEMBLE : Cette thématique vise trois objectifs. Le premier concerne l'**observation des rôles sociaux**, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales, et de quartier. Le deuxième objectif cible la **lutte contre les pratiques discriminantes** dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations : étrangers, jeunes, seniors, malades… Le troisième objectif consiste en la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le **vivre ensemble**. En 2016, les régionales ont poursuivi leurs efforts pour travailler les stéréotypes et les préjugés, en particulier dans le cadre de la crise de l'accueil. Appréhender les réalités des migrations et partir à la rencontre de l'autre a fait partie des priorités.

EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS : La quatrième thématique vise à la fois les **politiques d'emploi** et toutes celles qui en découlent, par le biais des cotisations sociales et de l'impôt : mécanismes de protection sociale et services collectifs. *Dans cette approche, l'on rassemble l'observation des politiques d'emploi (aides à l'embauche, par ex.) et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du droit au chômage, aux soins de santé, l'avenir des pensions ; ainsi que les politiques européennes de libéralisation et/ou privatisations de la poste, du chemin de fer, de l'énergie…* En 2016, l'avenir de la Sécurité sociale occupe une place prépondérante dans un contexte d'affaiblissement comme choix politique du gouvernement fédéral. Les groupes s'interrogent aussi sur l'avenir du travail et de l'emploi à l'heure de la numérisation.

PAUVRETÉ ET EXCLUSION : Cette thématique porte, comme l'indique son nom, un regard critique sur **l'observation des facteurs d'appauvrissement et d'exclusion**. Mais nous avons également choisi d'inscrire dans cette thématique le travail considérable accompli au sein du Mouvement touchant à un droit essentiel pour les populations, celui de vivre dans un **logement décent**, financièrement accessible. Un droit de plus en plus difficile à concrétiser pour un nombre croissant de personnes. En 2016, le combat pour le droit à un logement décent reste un axe majeur inscrit dans cette thématique. La mise en évidence des inégalités criantes et des conséquences en termes d'accès aux besoins est également au cœur des travaux des groupes et régionales.

MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ : Dans cette thématique sont rassemblées toutes les questions, analyses, expériences qui interrogent le **modèle capitaliste** actuel, ses acteurs, ses dirigeants, ses impasses et ses dérives inégalitaires. Elle comprend aussi le chantier sur la recherche, des principes, des conditions et des critères qui peuvent aider à définir les contours d'un **modèle de société plus juste**, **plus solidaire** et **plus responsable** vis-à-vis des **ressources de la planète**. En 2016, les groupes ont poursuivi un travail d'analyse critique du modèle socio-économique et de ses « mots menteurs ». Tout comme la mobilisation contre les projets de traités de libre échange commercial (TTIP, CETA, TISA). Les régionales jouent aussi un rôle d'amplificateur d'expériences alternatives porteuses d'un changement de modèle.

Vivre **autrement** et **mieux**

« C'est à partir du quotidien et des problèmes concrets que vivent les gens que l'on peut forger des trajectoires d'éducation permanente, susciter le regard critique, mutualiser ces problèmes et se rendre compte que l'individu n'est pas seul en cause, que tout n'est pas de son ressort, que ce qui nous arrive est aussi, voire surtout, le résultat d'un système qu'il convient d'analyser, sur lequel il nous appartient de chercher à peser en s'organisant collectivement et en promouvant des solutions collectives. »

Ateliers conso

 # Brabant wallon, Jodoigne, Nivelles, Tubize, Gosselies, Fernelmont, Virton, Arlon, Bastogne et Vielsalm #

Beaucoup de groupes ont abordé la question du budget. Parce que les moyens sont réduits et que les factures sont un souci quotidien. Examiner le budget, par exemple avec le jeu créé par le centre de référence du Hainaut, « Trois mois d'une vie », cela permet déjà de prendre un peu de distance : les fins de mois ingérables, cela n'arrive pas qu'à nous. On peut donc en parler sans tabou, et questionner la débrouille de chacun-e.

Puis on va un pas plus loin, on élargit le propos : **qu'est-ce qui ne va pas dans le système ?** Il n'y a pas que les accidents de parcours et les inégalités de départ. Il y a aussi le déraillement d'un modèle de surproduction qui ne survit qu'en poussant à surconsommer. Et tous les coups sont permis : l'obsolescence programmée ; le matraquage publicitaire, les arnaques à la consommation, notamment sur internet, les pièges au crédit… Ajoutons-y le coût du logement. Dans les ateliers, on décrypte tout cela.

Puis on va encore un pas plus loin : quelles sont les pistes ? Que peut-on faire ? Que voudrait-on faire ? Parce que ce système est empreint de violences tant vis-à-vis des gens qu'à l'égard des ressources, l'attention se porte sur le « durable », un durable qui doit se réinventer en articulant réponses aux nécessités quotidiennes et sens de l'humain. Au Brabant wallon, l'intérêt pour les alternatives, manifesté par les participants à ***Jodoigne, Tubize et Nivelles***, va des monnaies locales aux formes nouvelles d'habitat en passant par les circuits courts et les réseaux d'échanges de savoirs. En recherchant ce qui existe - ou pourrait se développer - à proximité, on retrouve une possibilité d'agir.

Au passage, cela n'empêche pas des détours utiles : par la Grèce par exemple, où la crise et les diktats des marchés ont fait redécouvrir le troc. Mais aussi par la solidarité. Les régionales profitent de toutes les occasions ouvertes pour inviter les publics qui participent à des ateliers conso à (re)découvrir que les dispositifs organisés de sécurité sociale et d'aide sociale en Belgique sont bel et bien des clés durables d'avenir, fondés sur des droits. S'attaquer à ces dispositifs, c'est attaquer ces droits. A ***Jodoigne***, par exemple, le point est venu en parlant des solidarités « chaudes ». A ***Fernelmont***, en discutant allocation universelle. Dans le ***Luxembourg***, en évoquant les difficultés d'accès aux soins de santé…

Des jardins collectifs pour retrouver un rapport à l'alimentaire plus sain, plus direct et plus convivial

A ***Dampremy (Charleroi-Thuin)***, c'est le constat, objectivé par un audit, d'une pollution inquiétante des sols qui a mobilisé des habitants depuis l'an passé pour créer un jardin collectif, avec le soutien de la Ville. Avec des serres en plastique, des cultures dans des bacs en bois de récup', c'est tout un savoir qui se développe, se partage et s'échange. Enrichi par un parcours critique sur le système agroalimentaire et ses alternatives. Le groupe s'enthousiasme pour les initiatives comme la coopérative « Coopéco » et se montre plus critique à la vision de certaines pistes proposées par le film « Demain » qui ne sortent guère du cadre actuel : gérées par ou avec des entreprises privées, elles visent avant tout le profit et non le bien commun.

Et la recherche du profit s'accommode aussi bien d'une alimentation peu compatible avec les critères de santé que la maladie est elle-même source de profits colossaux : « Maladies à vendre » c'est le titre du documentaire dont s'est servi l'***école conso de Chenois*** pour mieux comprendre les stratégies de marketing autour des « maladies imaginaires ».

Mais aussi… des « Tables d'Autres »

 # Brabant wallon - Charleroi - Bruxelles #

Pour échanger les savoirs, lutter contre le gaspillage alimentaire, dialoguer avec le marché local et organiser des débats collectifs. A partir de la récolte des invendus au marché, les T.A. rassemblent un public grandissant pour cuisiner, manger ensemble et discuter avec des personnes ressources.

Partant du constat que l'alimentation durable est peu présente dans les quartiers populaires. Les « jeudi de fin de mois » ont débuté à ***Bruxelles*** à la Maison de quartier « Chicago » pour partager des repas faits de légumes de récup' et allier cuisine et éducation permanente. Les militants *brabançons* prévoient quelque chose dans ce sens pour 2017.

Et s'ils devaient manquer de recettes, il leur suffit de faire appel aux Liégeois. Réalisé cette année, le « pêle-mêle des ateliers conso » est issu d'une journée commune aux ateliers de ***Verlaine, Othée et Huy***. Faisant le point sur la richesse d'un long parcours sur l'alimentation saine et les dessous de l'agroalimentaire, leurs membres ont souhaité en livrer une trace avec ce grimoire de recettes de leur cru. En même temps, ***Verlaine*** s'est mis au pain (et il n'est pas sec !) et découvre les pratiques des supermarchés pour concurrencer (et abattre) les boulangeries.

Que l'on commence par l'analyse de l'étiquetage des produits, comme à ***Gosselies*** et ***Mouscron-Estaimpuis*** (Hainaut occidental) ; ou par les allergies, comme à ***Laveu*** (Liège-Huy-Waremme) et ***Chenois*** (Luxembourg), on en vient toujours à remonter aux écueils des modes de production et à la recherche des alternatives : ***Mouscron-Estaimpuis*** par exemple, s'est intéressé aux communes qui introduisent des critères environnementaux dans les marchés publics pour l'entretien de leurs infrastructures. A ***Haine-St-Paul*** (Hainaut centre), on s'est directement lancé sur une dynamique de quartier tournée vers d'autres modes de production avec la mise sur pied d'un marché de Noël « local et bio ».

Petit tour d'horizon autour des déchets

 # Lessines (Hainaut occidental) : travail sur les impasses et les stratégies du système agroalimentaire.

 # Philippeville (Namur) : réflexion autour du « do it yourself » et débat public pour dénoncer les menaces des traités internationaux.

 # Maison des Récollets (Verviers) : décryptage des engagements des pays à la Cop' 21 et soirée publique pour réfléchir à l'impact des déchets sur le climat et au gaspillage alimentaire.

 # Jumet (Charleroi-Thuin) : travaille sur l'obsolescence programmée. Logiquement, le principe du pollueur-payeur devrait pousser les entreprises à diminuer le suremballage, mais c'est en réalité le consommateur qui écope : à lui de trier. Mais un membre du groupe a décidé de rendre les emballages au supermarché. Qui a accepté. Tiens. Et si on était cent, si on était mille à le faire ? En même temps, le groupe explore le concept d'économie circulaire.

c.c. Flikr - MEDDE B SUARD

 # Gozée (Charleroi-Thuin) : explore l'économie zéro-déchets. Ils ont mesuré les limites du concept « zéro » à propos des plastiques : il en existe pour tous les usages du quotidien et en plus de 600 variétés ! Raison de plus pour cesser de brûler le pétrole !

 # Midi-ciné de Tournai : deux éditions sur le neuromarketing, pour lequel les entreprises consacrent des sommes faramineuses. Captiver les cerveaux est évidemment nécessaire pour nous vendre ce dont nous n'avons pas besoin. Mieux vaut le comprendre. Mais il existe des villes où la pub est interdite. Preuve que l'action politique est possible.

Des groupes Energie| Logement Décent

 # Virton - Bastogne- Arlon - Arthus - Vielsalm - Libramont - Marche-en-Famenne - Houffalize #

L'accès à l'énergie est un autre besoin vital dans le champ de la consommation. Le ***Luxembourg*** en a fait depuis quelques années un fil rouge de son développement et a poursuivi sa dynamique de cycles d'animation spécifiques autour des questions liées à l'accès à l'énergie.
Ces animations sur l'accès à l'énergie se font au départ de questions concrètes (facturation, éclairage, URE…) et sont également l'occasion de brosser un tableau de la libéralisation du secteur, d'appréhender l'impact de la qualité du bâti, de s'interroger sur le potentiel de rénovation, d'interpeller les CPAS et les pouvoirs locaux. Au fil des années, le site créé par la régionale, **energieetlogement.be**, qui compte désormais 500 utilisateurs, s'est évidemment enrichi.
Les questions traitées au travers de ces groupes s'élargissent à des thématiques liées : législation du bail ; précarité des moyens financiers, isolement en milieu rural, complexité des logiques administratives ; stigmatisation des étrangers, rapports de force entre locataire et bailleur quand il faut remplacer un équipement défectueux ou énergivore…
La fédération a également poursuivi la formation réalisée à l'attention d'intermédiaires sociaux de la région : assistants sociaux, tuteurs énergie... Elle permet d'inscrire le travail d'accompagnement des usagers dans une perspective plus large d'analyse des enjeux énergétiques, de critique de la libéralisation, de lutte contre la pauvreté et d'approche plus collective des intérêts des usagers. Elle vient aussi bien à point pour les travailleurs des CPAS de petites communes.

En réseau

Accès à l'énergie pour tous

Le mouvement est également actif sur les enjeux du droit pour tous à l'énergie par son implication dans le ***RWADE*** (***Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie***) - et la ***CGEE*** (***Coordination Gaz-Electricité-Eau***) à Bruxelles. En 2016, la perspective d'un déploiement des compteurs communicants (« intelligents ») qui semble se profiler, porté par les régulateurs, dans les deux Régions, a fait l'objet d'un travail spécifique d'examen, de débat, d'interpellation politique et de sensibilisation. Ce déploiement est présenté comme techniquement inéluctable et donc exempté de débat public et de choix politique. Nous en questionnons la pertinence et pointons les incidences multiples : coût collectif ; risques de coupures à distance ; protection des données privées ; démultiplication des tarifs…

Protection des consommateurs

En ce qui concerne la défense des droits des consommateurs, le travail poursuivi depuis plus de dix ans par le Mouvement au sein de la plateforme ***Journée sans crédit*** vise un triple objectif : d'abord informer, sensibiliser, outiller le public face aux dangers du crédit facile et aux arnaques à la consommation. Le slogan « trop beau pour être vrai » a été réédité en 2016 pour mener de nouvelles animations. Ensuite, améliorer la protection des consommateurs par des propositions de loi. Enfin, ramener aussi l'attention sur les inégalités sociales criantes face à l'accès aux biens de consommation qui permettent de mener une existence conforme à la dignité humaine. Plus largement, le Mouvement s'investit aussi au sein de l'ex-CRIOC, devenu ***l'AB-REOC*** (Association belge de recherche et d'expertise des organisations de consommateurs).

La politique est aussi **notre affaire**

« C'est aussi en partant de l'ancrage local que des dynamiques citoyennes peuvent être initiées pour susciter un intérêt que le champ politique, ne mobilise pas ou plus naturellement. »

Des citoyens surveillent leurs politiques

 # Pâturages - Baudour cités - Dour - Lessines - Tournai - Mouscron - Enghien - Comines - Leernes #

A ***Dour***, le suivi des ordres du jour du conseil politique a focalisé l'attention sur l'évolution du CPAS, davantage sollicité, et son rôle dans la lutte contre la pauvreté.

A ***Baudour cités***, l'accent a été mis sur la démocratie participative, que le groupe veut obliger la majorité en place à prendre à bras-le-corps, ce qui ne va pas sans bras de fer !

CARHOP

A ***Pâturages***, c'est la rationalisation des services de proximité tant publics (poste, services communaux…) que privés (commerces, guichets bancaires) qui a préoccupé les militants. Cette réduction ou disparition selon les cas est ressentie durement et s'observe dans une série de petites communes, par ailleurs mal desservies par les transports publics. Le résultat premier étant l'isolement accru des personnes. Car où se croise-t-on, comment noue-t-on des liens ? Au travail, si on a un emploi. Mais aussi au marché, dans les commerces et services locaux.

Mêmes inquiétudes du côté de ***Lessines*** (Hainaut occidental) qui y voit les signes concrets d'un déclin socio-économique, davantage que le résultat des travaux de rénovation lancés par la commune au centre. Lessines qui a aussi agité le bocal politique local sur le manque de transparence des commissions consultatives en marquant le conseil communal de sa présence.

Du coté de ***Tournai***, on a mené l'enquête sur la dynamique de ces commissions qui ont en principe pour but de servir la démocratie participative. Ce que le groupe a rappelé, résultats de l'enquête à l'appui, lors d'une conférence publique où les élus locaux étaient présents.

Toujours dans cette régionale, tandis que le groupe de ***Mouscron*** achève le bilan de mi-parcours sur les aspects culturels, préparant déjà les élections de 2018, et que l'observatoire politique d'***Enghien*** suit la politique de mobilité et les tensions grandissantes au sein de la majorité, le groupe de ***Comines*** a préparé un petit déjeuner politique. Au menu : mobilité, logement, démocratie participative, politique sociale et culturelle, international. Copieux et solide, comme un examen à l'unif : ils avaient leur cahier de revendications dans une main et les PV des conseils communaux dans l'autre ! Après tout, quand la commune lance une consultation populaire, par exemple sur la politique culturelle, le groupe n'hésite pas à se mobiliser aussitôt tous azimuts.

A ***Leernes*** (Charleroi-Thuin), c'était aussi un temps de bilan avec la collaboration du Moc et la présence de l'ex-bourgmestre à qui beaucoup de questions ont été posées sur la fonction même.

TTIP, CETA, fascisme en Europe, Trump, nouvelles gauches… Au cœur des débats

 # Thimister et Aubel : le groupe a mis le paquet pour convaincre 17 des 20 communes de l'arrondissement à se positionner hors TTIP et CETA ! Ce qui fut concluant !

 # Beaumont / Tournai **:** ont été interpellés par la montée du fascisme dans une série de régions d'Europe. Ils ont voulu comprendre dans quelle mesure la politique sécuritaire, l'attitude de la police à l'égard de manifestants vient renforcer ce climat délétère.

 # Flémalle : le groupe s'est penché sur les éléments phares du programme de Donald Trump. Mais aussi sur le fonctionnement des grandes institutions démocratiques du pays, avec cette question-clé : quels sont les leviers de contre-pouvoir, quid du Congrès ?

 # En mouvement : Débat de Contrastes sur la nouvelle gauche. L'occasion de croiser la vision d'un représentant de Podemos avec ce qui s'est passé du côté de la Grèce avec Syriza et d'entendre aussi l'attitude et les ambitions du PTB en Belgique.

Lutte contre les loyers abusifs : des actions qui payent

A ***Bruxelles - ville***, les militants vont sonner aux portes, questionnaire à la main, dans le quartier de la place Anneessens. Ce qui a porté ses fruits : Ils ont obtenu de l'échevin du logement un positionnement favorable. C'est que l'objectif d'une réforme de l'Ordonnance pour un encadrement des loyers abusifs passe aussi par un soutien actif des mandataires communaux et des CPAS, qui sont aux premières loges, dans cette région où la majorité des habitants sont locataires et où le revenu moyen est le plus bas du pays.

Des militants d'***Anderlecht*** ont identifié d'autres problèmes via la même démarche : insalubrité, discriminations liées à une politique d'accueil des réfugiés plus que frileuse… Et voici un immeuble qui semble bien être géré par un marchand de sommeil. L'AIS peut-elle reloger au moins une partie des malheureux locataires ? Ailleurs un autre problème les interpelle : des résidents n'obtiennent pas le droit de se domicilier. La commune refuse parce que le bâtiment est non conforme. Le groupe enquête, manifeste, intervient auprès du conseil communal. Quand on ne peut se domicilier (une loi fédérale récente est en cause), toutes les portes se ferment (crèches, écoles, emploi…).

De son côté, la Commission 23 ***à Schaerbeek*** a cartographié le résultat de son enquête sur les loyers qui lui permet d'ébaucher une définition de ce qu'est un logement modeste. Et négocié avec l'échevin la possibilité d'encadrer un espace pour des négociations à l'amiable autour de situations de loyers abusifs. C'est là aussi que démarre l'élaboration d'une charte des mandataires locaux pour soutenir les propositions de la régionale et ses partenaires.

Des citoyens mobilisés

Chaque année, on voit des régionales expérimenter diverses stratégies qui se déploient sur le terrain afin de susciter une envie de participation citoyenne. On peut évoquer celle de ***Sombreffe*** à ***Namur***, où le lancement d'une enquête sur les besoins a créé une dynamique de quartier dans cette nouvelle rue de logements sociaux. De même que les ***midi-cinés citoyens*** initiés à ***Liège*** ou les « choses de la vie » au ***Luxembourg***, qui invite des personnes ayant pris part aux ***cycles « énergie »*** à exprimer et programmer des rencontres sur d'autres problématiques qu'ils souhaiteraient travailler dans une trajectoire d'éducation permanente.

La régionale s'est investie aussi dans un autre processus nommé ***« Liberté, j'écris ton non »*** qui lui a servi de fil rouge. Il s'agit de recueillir et faire connaître l'expression des différents publics qu'elle rencontre, que ce soit au sein des groupes ou lors d'animations avec des porteurs de parole, comme au festival Bitume, en collaboration avec le Miroir vagabond. ***« Qu'est-ce qui vous rend libres ? »***. C'était la question point de départ d'une fresque d'expression exposée sur place par les militants formés à cette pratique, qui permet de dépasser des barrières et d'aller à l'échange, puis de collectiviser les points de vue.

Restons encore un moment au Luxembourg pour découvrir une troisième stratégie d'ouverture à la citoyenneté, à ***Marche-en-Famenne***. La régionale y propose un parcours mêlant art, expression culturelle et engagement social à travers quatre rendez-vous sur le territoire : ateliers, expos, théâtre et débats sur différents thèmes sont rendus accessibles et proches à un public peu habitué à ces expériences.

L'action bruxelloise sur les loyers à ***Bruxelles*** procède aussi d'une stratégie de mobilisation citoyenne autant que d'un chantier politique… Toujours à Bruxelles, 2016 a vu naître une autre initiative, axée sur la défense des droits et l'accès à la justice de paix, que beaucoup n'osent pas saisir. Or il n'y a pas démocratie sans justice de qualité. Des militants vont assister à des audiences, observent ce qui s'y passe, ce qui se négocie ou non, si les personnes se sont fait accompagner, rencontrent les justiciables, informent. Et si elles le souhaitent, elles sont les bienvenues à des moments plus collectifs, appelés « Parlons-en », tout simplement.

On a tous des droits à faire valoir! La régionale du Hainaut centre a initié à ***Haine-St-Paul*** une dynamique de quartier autour de cette conviction. Approcher concrètement le fonctionnement du CPAS de sa commune, inviter l'institution à se rapprocher des habitants d'un quartier pour un dialogue, voilà un début qui peut s'avérer constructif.

A Charleroi, à ***Montignies-sur-Sambre*** *plus exactement*, on a fermé une Maison de quartier. Au grand dam des habitants qui se mobilisent, contactent la régionale pour les aider à organiser un comité, dialoguer avec les autorités, hiérarchiser les projets. Les besoins ne manquent pas, ils sont inventoriés, d'une école de devoirs à un repair'café. Mais la commune semble vouloir éviter les jeunes. Alors le comité de quartier voisin et les JOC sont appelés à venir gonfler les troupes et répondent. A suivre.

Des NTIC au service de récits de vie

« Construire un petit récit illustré autour d'un épisode de sa vie, le partager au sein d'un groupe, peut marquer les débuts d'une citoyenneté en action. Cet épisode peut être le reflet d'une souffrance, d'une injustice, d'un combat, d'une petite victoire… le regard collectif renvoyé sur le récit va l'enrichir, en faire ressortir une clé, un enjeu, un lien avec d'autres récits. » C'est que nous appelons les ***Histoires Digitales***, une démarche inspirée de pratiques au Guatemala.

L'autre ambition est d'offrir aux personnes l'occasion de s'approprier le numérique : c'est la personne elle-même qui, formée aux logiciels, apprend à s'en servir pour élaborer son histoire digitale.

Un site a été réalisé pour accueillir la soixantaine de récits déjà produits et ceux qui viendront.

www.histoires-digitales.be répertorie les vidéos suivant les thématiques des EP.

L'an passé, le Mouvement avait publié une étude sur les histoires digitales, partant des expériences guatémaltèque et brabançonne. Devant l'intérêt d'autres régionales, une formation a été proposée aux professionnels et le Luxembourg comme Liège-Huy-Waremme ont déjà initié des ateliers en 2016. D'autres régionales suivront l'an prochain.

Eviter le piège de la **peur**

« Accueillir, partager avec l'Autre son espace et ses droits, cela ne va pas de soi. L'humain est un mammifère et comme tous les mammifères, il a des réflexes hétérophobes. En avoir conscience est utile. Mais l'humain, (comme de nombreux autres animaux d'ailleurs) est tout aussi fondamentalement un être vivant qui a besoin de relations avec les autres pour s'épanouir et progresser, personnellement et collectivement. Nous sommes donc voués à cheminer et grandir pour passer du réflexe de rejet à la culture de l'accueil, sous peine de ne plus pouvoir faire société et de dégénérer. »

Rappeler le sens de l'histoire

Dans quelle mesure, on peut se le demander, les actes de terrorisme sont-ils cause d'une dégénérescence de la société et à quel point en sont-ils aussi le résultat ? Cette question à double ressort a traversé l'esprit de militants dans une série de groupes. Inutile de sous-estimer les dégâts culturels et même économiques qui s'ajoutent aux dégâts humains causés par les attentats, note le groupe de Flémalle. Ils nourrissent la méfiance, la peur et le réservoir à confusions qui alimentent à leur tour les fantasmes.

Il faut donc plus que jamais travailler à **faire la part des choses**, prendre le temps de « vider les angoisses » comme dit ***Athus (Luxembourg)*** ; avancer à partir de ce qui s'exprime et avec des outils adéquats. A ***Tubize (Brabant wallon)*** par exemple, on a utilisé des jeux de rôle. Au *groupe* ***« Réco » (Hainaut centre)***, des travaux en carrefours sur base de textes ont aidé à cerner le rôle du bouc émissaire, si commode en temps de crises.

Le décodage de la presse populaire est également salutaire. Une démarche systématique a été proposée dans les ***ateliers conso du Laveu, d'Othée, de Huy*** ainsi qu'au groupe de ***Liège-centre (Liège-Huy-Waremme)*** : s'outiller pour vérifier les sources, identifier les faits et le subjectif, l'effet escompté par l'auteur, repérer les amalgames… et ne pas se limiter à la presse classique car nos canaux d'informations sont désormais multiples.

Objectiver, c'est aussi bien sûr **rappeler le sens de l'histoire**, l'histoire des migrations aux causes multiples, qui façonnent les sociétés depuis la nuit des temps et qui sont le jouet des changements politiques. On s'y est attelés encore cette année, en organisant des conférences, visites d'expo, cinés-débats, et autres rencontres citoyennes…

Organiser l'accueil est également indispensable **:** de sorte à permettre au public primo-arrivant de s'y retrouver dans les institutions et les cultures qui font la structure et le corps de leur pays d'accueil. Un ***cycle*** est organisé chaque année à ***Tournai*** dans ce sens. Au ***Luxembourg***, une attention est donnée aussi à ces clés d'intégration sociale, à ***Vielsalm, Virton, Athus*** ; et pas seulement pour les nouveaux venus mais aussi pour tous ceux et celles que l'éloignement de l'emploi et des accidents de parcours ont laissé en décrochage. Refaire partie du tout, l'air de rien, cela aide à se retrouver soi-même.

Rien ne vaut la rencontre !

C'est le contact direct et le dialogue qui fait dépasser les barrières. La régionale de ***Liège-Huy-Waremme*** par exemple a invité son public à aller à la rencontre des demandeurs d'asile pour continuer le travail entamé l'an passé : ***spectacle « Djihad »*** au centre culturel de Waremme, « goûter du monde » à l'asbl Form'anim, avec l'expo-témoignage de femmes immigrées « larmes de l'intérieur » ; jeu pour le dialogue ; et quand ce dialogue est bel et bien sur les rails, et que les regards ont déjà changé, une expo sur l'histoire des migrations pour finir.

A ***Tournai***, la plateforme d'accueil organise une série d'activités socioculturelles ponctuée d'interpellations politiques. Car réussir une fête de la diversité contribue au dialogue, l'accueil passe aussi concrètement par l'aide à l'emploi et au logement. C'est aussi ce que souligne ***Bruxelles*** qui observe, à travers les diverses démarches de soutien aux locataires, combien la discrimination est à l'œuvre, en particulier si l'on est une femme, surtout seule avec des enfants, surtout avec peu de ressources, surtout avec un voile, ou bien un étranger et pas blond. C'est cette discrimination qui a motivé des militants à monter une équipe de soutien aux grévistes, à commencer par Samir.

A ***Nivelles***, la régionale du ***Brabant wallon*** s'est impliquée dans la Journée annuelle des mondes de Nivelles, imaginée elle aussi pour contribuer à faire valoir la richesse interculturelle et faciliter le dialogue. Dans le ***Hainaut centre***, les groupes de ***Jemappes*** et de ***Quaregnon*** ont dédié leur soirée publique de fin d'année aux migrations et - avec la projection du film « Tour de France » - aux multiples apports qu'elles ont et qu'elles continuent d'insuffler dans le développement de nos sociétés, forcément multiculturelles et, si l'on y met la volonté nécessaire, véritablement interculturelles.

Cela n'ira certes pas sans un basculement des valeurs dominantes, ce que rappelle la régionale de ***Charleroi-Thuin***, qui a promu cette année les jeux coopératifs dans une série d'animations : on ne construit pas du vivre-ensemble sur des valeurs de compétitivité et de performance à tout prix.

Verviers soutient par ailleurs depuis de longues années l'accueil des gens du voyage et la revendication d'un terrain mis à disposition. La négociation avance pas à pas mais le sujet reste sensible et les débats souvent houleux. Difficile de trouver une population plus stigmatisée que celle des Roms, dont la culture est particulièrement méconnue et sujette à amalgames.

Enfin, l'investissement de la régionale dans la caravane des migrants initiée par le CIRE et la FGTB, a été le point de départ pour constituer un *groupe de sans-papiers* très mobilisé : entre deux contacts avec le bourgmestre ou une école, ils vont régulièrement au marché pour discuter avec les clients et les passants.

La Sécu, **impayable ?**

« En 2016, l'avenir de la Sécurité sociale occupe une place prépondérante dans un contexte d'affaiblissement comme choix politique du gouvernement fédéral. Les groupes s'interrogent aussi sur l'avenir du travail et de l'emploi à l'heure de la numérisation. »

Est-ce qu'à force de s'être habitués à ses bienfaits, une partie de la population en Belgique négligerait l'impact véritable de la Sécu pour ne plus entendre que les discours sur son coût ? « Etions-nous plus riches avant qu'elle n'existe ? C'est une question centrale travaillée par plusieurs groupes. En revenant sur le fonctionnement de la Sécu et ses différents volets, on s'aperçoit assez vite du bien-fondé du principe. Un peu plus compliqué mais tout aussi essentiel : montrer que c'est la part différée de nos salaires qui la finance. Et donc, qu'octroyer des réductions de cotisations patronales revient à baisser les salaires.

C'est aussi ce qu'a rappelé avec clarté l'économiste Réginald Savage au cours du ***colloque*** organisé par le Mouvement à Namur sur les ***pistes d'une réforme du financement de la Sécu***. Plutôt qu'une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises, dont il a montré les limites, Savage plaide pour une relance concertée des salaires en Union européenne, sur base d'un diagnostic éclairant du contexte actuel. De quoi nous donner des outils pour avancer.

Plusieurs groupes se sont inscrits dans la campagne « protection sociale pour tous » du CNCD comme à ***Nivelles*** où les groupes se sont intéressés aux projets de mutuelles au Togo et au Bénin, soutenus par Solidarité mondiale, et à la protection des travailleurs dans l'industrie textile. Ils ont également abordé les mesures d'austérité à la belge, par les outils de la campagne des EP « Secuflex ». (Voir page 20)

Dans le ***Hainaut occidental***, la régionale a travaillé en collaboration avec le Ciep, Enéo et Altéo à la réalisation de quatre capsules vidéo axées sur quatre affirmations de la campagne « protection sociale pour tous » : d'abord, c'est un droit ; ensuite la Sécu est finançable ; de plus la concertation sociale est indispensable et enfin, les traités commerciaux comme le TTIP sont une menace pour la protection sociale des travailleurs. Un débat public pour dénoncer les mesures fédérales et l'organisation d'un train touristique visitant les lieux symboliques de la protection sociale, ont amplifié le message auprès du grand public. De son côté, le groupe de ***Comines*** a organisé une conférence-débat sur la base de ces quatre affirmations.

SOS accueil médical

Dans le ***Luxembourg***, la régionale s'est associée à une marche à reculons citadine, symbolique de la régression qui s'opère notamment dans les soins de santé. Une régression qui s'observe très concrètement par exemple dans les hôpitaux. Le groupe ***de Hougnes*** à Verviers parle de déshumanisation en cours : séjours écourtés, informations lacunaires et précipitées, patients traités comme des numéros. Par ailleurs c'était une année d'élections pour les mutuelles, et la ***régionale verviétoise*** ne manque jamais d'organiser à cet égard une séance publique d'information et de sensibilisation, en présentant les actions sur le territoire. Le groupe de ***Liège-centre*** (Liège-Huy-Waremme), pour sa part, s'est intéressé au projet d'assurance-autonomie wallon qui devrait voir le jour en janvier 2017.

Si la situation dans les hôpitaux ne laisse pas d'inquiéter à plusieurs endroits, des problèmes sont soulignés plus spécifiquement selon les régions. A ***Bruxelles,*** le groupe « santé » que les EP co-organisent avec le MOC, donnent l'alerte sur les difficultés d'accès des personnes sans papiers à l'aide médicale urgente. Ce droit est trop souvent bafoué par les CPAS qui se renvoient la balle. Le groupe a lancé une enquête pour en mesurer l'ampleur. Une autre enquête est en cours de dépouillement concernant le manque de place et les conditions de vie parfois déplorables, en maisons de repos. Ces modes d'action ont pour but de remettre sous les yeux des mandataires politiques des réalités criantes qui nécessitent des réponses publiques.

Autre problématique récurrente et qui s'amplifie : le manque de gardes sur le territoire ***luxembourgeois*** : il n'y a pas assez de médecins généralistes et le malade doit faire des km pour trouver une réponse, surtout le week-end. Un problème certes complexe (on ne peut pas obliger un médecin à s'installer ici plutôt qu'ailleurs) et ici aussi, la tendance est à se renvoyer la balle.

Peut-être le développement de maisons médicales pourrait-il être une piste ? Elles ne sont pas non plus très nombreuses en dehors des grandes villes. Mais leur système de forfait et leur mode d'organisation est précieux, ce que le public des midi-cinés de ***Tournai*** a eu l'occasion de découvrir.

Le mauvais calcul du gouvernement

Les évolutions démographiques et les nouveaux besoins qui en découlent appellent logiquement à des investissements dans les services à la collectivité. Une vision de long terme est nécessaire. Nous ne la voyons pas venir. Les décideurs déclarent l'état d'austérité inéluctable en attendant un retour miraculeux de la croissance et s'inclinent devant l'éludement de l'impôt et l'évasion fiscale de ceux qui en ont les moyens. Ils excluent du chômage, rognent sur les pensions, et s'aperçoivent étonnés que l'absentéisme au travail augmente, donc le coût de l'assurance maladie-invalidité aussi. « Qu'est-ce que cela prouve ironise le groupe ***d'Andrimont*** (Verviers), sinon que le gouvernement calcule mal ? » Eux ont refait les comptes : recul de la pension + remise au travail des seniors = vieillissement des travailleurs et report de tâches sur les collègues, ce qui ajoute du stress et de l'épuisement à tout le monde ; ajoutez la suppression des congés thématiques, et la course aux heures sup' et vous obtenez une somme totale de maladies de longue durée qui fait voler en éclats les maigres économies gagnées en excluant de leurs droits les chômeurs, à commencer par les jeunes. Pas malin ! Et pas tenable.

Le groupe « chômage » de ***Bruxelles*** a fait ses comptes aussi : 120.000 chômeurs complets indemnisés pour 5.000 offres d'emploi disponibles. Sans appel. Mais la tendance à responsabiliser les travailleurs sans emploi se poursuit, aussi le groupe a-t-il mené l'enquête auprès de ce public pour rendre plus visible la situation réelle vécue et le point de vue des TSE bruxellois, dont 500 ont répondu. Des chercheurs de l'UCL se sont associés aux militants pour aider à affiner le dépouillement.

A ***Flémalle*** aussi (Liège-Huy-Waremme), on a objectivé : les chiffres de l'exclusion du chômage ont été analysés région par région. Charleroi et Mons sont les plus impactées. Mais le résultat budgétaire est peu efficace pour l'Etat. Et catastrophique pour les ménages.

La théorie de la rationalisation budgétaire repose sur des mensonges, comme le rappellent les groupes de ***Momignies, Gozée et Baulet*** qui ont passé en revue les arguments pour la réforme des pensions, avec l'aide d'une brochure de la CNE. Ils pointent en particulier un discours qui encourage aveuglément la pension par capitalisation. On n'a donc rien appris de la crise financière de 2008 ?

L'ère du numérique amène de nouveaux bouleversements dans le monde du travail et de l'emploi. La robotisation prend un nouveau tournant. Le développement de plateformes numériques accentue fortement la concurrence au moins-disant légal. Uber est à ce titre emblématique. Un ***café citoyen*** a eu lieu à ***Nivelles*** sur la question. Et plus largement ce sont les conditions de travail qui ont été abordées notamment à Liège qui a organisé deux séances de midi-cinés sur ce sujet. Dans le nouveau ***groupe de Namur***, au quartier des Balances, qui s'est nommé « paroles d'hommes », le stress et le déséquilibre constant entre vie professionnelle et vie privée est au cœur des débats.

A ***Verviers***, le groupe « Sens » a fait le point sur la situation des jeunes en Belgique. Les militants ont aussi été marqués par la rencontre de la Joc Internationale où les jeunes ont témoigné de conditions de travail et de rémunérations aléatoires qui ne donnent aucune perspective en termes de vie décente.

Aussi, même si la robotisation a quelque chose de fascinant, comme en témoigne les groupes de ***Beaumont (Charleroi-Thuin)*** et du ***Laveu (Liège-Huy-Waremme)***, elle laisse aussi perplexe et inquiets : de nouveaux wagons ne modifient pas les rails. On attend peut-être des technologies qu'elles améliorent le monde du travail, créant des postes plus agréables, mais on craint surtout qu'elles ne renforcent les vieilles recettes : pression du chômage, suppression d'emploi, baisse des salaires… On craint surtout pour les moins qualifiés qui rament déjà. Les Histoires digitales créées dans le groupe de ***Braine-l'Alleud*** en témoignent. L'an prochain, la journée d'étude du Mouvement sera consacrée à ces bouleversements de l'emploi et du travail.

La **pauvreté** n'est **pas** une **fatalité**

« Ce sont les inégalités qui engendrent la pauvreté. Mais subir la pauvreté, c'est éprouver au quotidien la souffrance d'un accès de plus en plus compliqué aux besoins de base : se nourrir, se loger, se soigner. C'est être privé de la faculté de se fondre dans la masse et devoir passer par la porte étroite des « statuts spéciaux », des mesures ciblées, des produits recyclés ou « spécial pauvre » … sans l'avoir choisi. »

cc.Flickr - thierry llansades

Coup de projecteur sur les inégalités

Dans les suites de l'enquête que la régionale du ***Hainaut occidental*** a effectuée l'an passé sur le territoire de la Wallonie picarde (WAPI) à propos des « inégalités, fléau de notre société », un travail conséquent a été réalisé pour faire connaître les résultats et en tirer des enseignements de portée politique. A ***Comines, Tournai, Ath*** et ***Mouscron***, où l'enquête a eu lieu, une restitution en a été donnée au public. Avec ces groupes, une autre séance a été organisée sur un facteur identifié comme essentiel par les répondants : l'école, reproductrice d'inégalités. Le ministre-président de la FWB, Rudy Demotte était présent.

Comines a également souhaité donner une suite supplémentaire en invitant Philippe Defeyt pour analyser les causes des inégalités, qui ne sont pas uniquement financières. L'économiste et président du CPAS de Namur fut aussi convié à la conférence organisée par le collectif de lutte contre la pauvreté de Tournai. Conclusion : il nous faut un nouveau pacte social, fondé sur un élargissement de l'accès à la sécurité sociale et la répartition du temps de travail. Ce même collectif, où s'impliquent les militants tournaisiens, a bénéficié de la collaboration de la télévision communautaire Notélé pour réaliser un ***documentaire sur les inégalités*** en WAPI, qui fut le cœur d'une émission lors de la Journée mondiale du refus de la misère, et à laquelle ont pris part des mandataires politiques issus de la région : Rudy Demotte (PS), Jean-Luc Crucke (MR), et Christian Brotcorne (cdH).

Au ***Hainaut Centre***, plusieurs groupes ont travaillé le rapport de causalité austérité-appauvrissement. Ils ont notamment rencontré de futurs assistants sociaux pour travailler sur la perception et la réalité de la précarité. Le processus se poursuivra en 2016.

Regagner une forme de liberté face à la pauvreté

La pauvreté touche certains membres du mouvement qui vivent ou survivent avec des pensions plus que modestes, avec un revenu de remplacement ou d'intégration sociale en dessous du seuil de pauvreté. Il est dès lors important d'analyser les différentes pistes qui leurs permettraient de rencontrer les besoins de base.

 # A Liège, un midi- ciné citoyen « Alimentation : la part du pauvre » qui a questionné les banques alimentaires et plus particulièrement les invendus récoltés dans les grandes surfaces.

Invendus qui sont le résultat d'un mode de production qui génère 50% de gaspillage alimentaire sur le plan mondial note le groupe de ***Mangombroux (Verviers)***.

« A qui profitent les banques alimentaires ? » s'est-on demandé au cours d'un autre midi-ciné, à ***Tournai*** cette fois ? Celui de la région est accessible à neuf entités et le responsable confirme que la demande augmente dans la foulée des exclusions du chômage. Mais les chômeurs n'ont pas le droit d'y faire du bénévolat, dixit l'ONEM ! Pour ne pas juger de la main qui vous nourrit ? Mais on peut s'y prendre autrement pour ouvrir des voies de citoyenneté et d'expression.

A ***Enghien,*** des militants ont proposé d'ouvrir et d'animer un espace Pause-café aux bénéficiaires de la banque alimentaire locale. Et déjà, ces animations font émerger un vécu, des priorités à mettre à jour : le logement, les rapports avec le CPAS, les soins de santé, la mobilité, l'accueil des migrants…

A ***Assesse*** (Namur), une collaboration avec le CPAS a permis la mise sur pied d'ateliers de savoirs, chauds et froids, en vue de créer une pièce de théâtre-action sur les préjugés que subissent les ayants droit au chômage et au revenu d'intégration sociale.

Les ***Pauses-café*** qui existent depuis quelques années à ***Schaerbeek***, ***Anderlecht*** et ***Jette*** (Bruxelles), et accueillent les personnes sans emploi lors de la remise de la carte à la CSC, sont aussi l'occasion de faire émerger ce vécu, et à Bruxelles, le coût et l'état du logement sont depuis lors des priorités récurrentes qui reviennent lors des tables de discussion organisées. On y remplit le questionnaire « 600€ pour ça ? », on partage aussi la première victoire d'un gréviste du loyer abusif, on y explique le sens de cette grève et ses modalités.

Un logement décent suppose qu'on y ait accès à l'énergie en suffisance et comme les logements des plus pauvres sont souvent les plus énergivores aussi, comme les gros travaux ne leur sont pas forcément accessibles, surtout s'ils sont locataires, tous les trucs et astuces pour pouvoir rationnaliser son usage sont bienvenus.

Au ***Luxembourg,*** la régionale organise depuis quelques années des rencontres de sensibilisation des travailleurs sociaux en CPAS pour partager les outils, les méthodes qui faciliteront l'accompagnement du public.

Système de soins de santé : Une lasagne complexe

Si la Belgique dispose d'un système qui permet à 90% de la population de bénéficier de soins de santé satisfaisants, il n'est pas exempt de trous. Ce dernier s'est aussi transformé au fil du temps et des politiques en une lasagne complexe, les mesures et les statuts s'ajoutant les uns aux autres. A l'atelier conso du ***Laveu (Liège-Huy-Waremme)***, qui a fait de la santé son fil rouge en 2016, on a refait avec soin le point sur ces différents statuts : BIM, OMNIO ; sur le dossier médical global ; sur les médicaments génériques qui contribuent aussi à alléger la facture médicale, de même que l'accès à la maison médicale présente dans le quartier. On s'intéresse aussi à l'herboristerie pour les maux du quotidien.

A ***Tournai (Hainaut occidental)***, un midi-ciné avait aussi mis en évidence l'intérêt des maisons médicales dont le fonctionnement facilite l'accès aux soins de santé. Le groupe de ***Gozée (Charleroi-Thuin)*** fait la même observation. Les militants ont visionné l'émission de la RTBF consacrée aux pratiques éhontées de certains médecins au sein d'hôpitaux et en médecine ambulatoire. Cela manque de contrôle, évidemment. Mais le groupe souhaite aussi qu'il y ait davantage de maisons médicales en milieu rural, où la paupérisation se fait sentir également.

Des groupes logement en effervescence

Au lendemain du transfert dans les mains des Régions de la compétence sur le bail de résidence principale, le Mouvement avait des raisons d'espérer des avancées et une grande motivation à remobiliser les troupes. Une journée d'étude fut organisée en début d'année sur l'encadrement des loyers privés. Pour faire le point sur les intentions de réformes en Wallonie, mesurer les incidences possibles de l'observation des loyers menée par le CEHD (centre d'études en habitat durable) dans les arrondissements de Nivelles et de Charleroi.

Mais c'était aussi l'occasion rêvée pour partager avec les militants des quatre coins de la Wallonie et de Bruxelles la richesse de trajectoires, de plaidoyers et d'actions mûries en ***Hainaut occidental (avec ses DAL)*** ; à ***Namur (avec ses groupes logement)*** et à ***Bruxelles (avec l'action de grève des loyers abusifs)***. Un moment fort pour se sentir soutenu dans son implication, ont dit les uns, et pour stimuler de nouvelles idées en découvrant comment cela avance ailleurs, ont dit les autres. Ce qui compensait un peu la timidité des réformes politiques.

Le ***Hainaut occidental*** compte, on l'a dit, trois ***DAL*** : collectifs Droits au logement, à Tournai, Mouscron et Ath (collectif logement Ath citoyen). Ces trois DAL ont collaboré pour rassembler leurs constats et leur cahier des charges respectifs afin de préparer une conférence-débat avec le ministre Paul Furlan et la plateforme wallonne du logement (le RWDH) dans laquelle le Mouvement est également activement impliqué et qui a réussi à s'imposer comme interlocuteur politique. Il s'agissait de partager avec le public les intentions de réforme, en comparaison avec les attentes. Elle a eu lieu en janvier. Par la suite, l'analyse de ces intentions et leurs déclinaisons dans les avant-projets de décret a été approfondie et les DAL ont faire part de leurs avis aux élus de la région et via une question parlementaire.

Par ailleurs, le ***DAL*** de ***Tournai*** a travaillé en collaboration avec le relais social sur une pièce de théâtre-action en 12 saynètes : « les mères-veilleuses ». Un autre moyen d'expression pour mettre en débat le logement dans tous ses états, des problèmes vécus aux solutions, y compris alternatives. Le DAL a poursuivi son travail sur les trois priorités qu'il s'est fixées : la lutte contre les discriminations au logement, pointant les pratiques abusives d'agences immobilières privées ; le diagnostic sur les logements vides ; et la revendication de la mise en œuvre d'une commission paritaire locative locale pour laquelle il dialogue avec la commune.

A ***Ath***, le ***CLAC*** s'est focalisé sur l'accès au logement pour personnes sans abri et les demandeurs d'asile, d'autant plus qu'il était question d'aménager un bâtiment pour le transformer en centre d'accueil à destination des réfugiés.

Dans la régionale de ***Namur***, deux groupes, ***ALF-Action logement Florennes*** et ***CLAP-Citoyenneté et logement en action à Philippeville*** s'activent depuis quelques années pour faire remonter les constats de terrain en matière d'accès au logement. Pour ce faire, ils ont chacun créé un espace rebaptisé « Atelier question logement » qui leur donne l'occasion de contacts réguliers avec la population en abordant avec les ménages qui y viennent toutes sortes de questions du quotidien en lien avec l'habitat. Au fur et à mesure, ils ont rédigé des fiches d'information pédagogiques sur les droits et organisent des ateliers thématiques.

Cette année, l'accent a été mis à l'atelier de ***Philippeville*** sur le volet conciliation avec les sociétés publiques de logement et les AIS ; et un autre atelier s'est mis en route dans une zone d'habitat permanent. Dans le groupe CLAP, le travail entamé sur la garantie locative s'est poursuivi avec l'examen de l'avant-projet pour la création d'un fonds régional wallon.

Tandis qu'à ***Florennes***, les militants ont proposé aux participants de l'atelier de remplir la grille indicative des loyers que la Région wallonne mettait en test au mois de juin. Et le groupe ***ALF*** a collaboré avec Vie Féminine pour interpeller les autorités locales quant à l'état d'insalubrité de logements publics. Le groupe n'a pas (encore) pu obtenir que la commune engage un conseiller logement. Mais le débat n'est pas clos.

Bruxelles : La grève des loyers abusifs

En 2016, la ***régionale bruxelloise*** a présenté le résultat de la recherche sur l'argumentaire juridique qui donne l'assise à une révision du loyer eu égard à la qualité du logement. Cette présentation a ciblé la sphère juridique (avocats, juges de paix…) et la conférence des présidents de CPAS. Une form'action a été également organisée à l'attention d'un public plus large de locataires, de syndicalistes et d'intervenants sociaux, un moyen de former et fédérer les forces autour de l'action. Une action qui respecte la procédure commune à toute grève dans le monde du travail : on cherche d'abord à négocier, trouver une solution à l'amiable.

Les groupes bruxellois souhaitaient aussi organiser un soutien, moral et financier, aux grévistes, à commencer par le premier d'entre eux, Samir. Ainsi est née l'assemblée des délégués au logement, pour organiser ce soutien, créer des caisses de solidarité, prévoir des piquets en cas d'expulsion et se partager la présence à diverses manifestations, car il faut expliquer l'action et récolter les dons.
Parallèlement, la régionale a continué à inviter les militants au suivi des travaux en commission parlementaire, ce qui est une autre manière de se former sur un ensemble de problématiques propres au logement ; et de vérifier que le monde politique travaille, ne se compose pas que de « pourris » soucieux de privilèges.

Le logement social en berne

Du côté de ***Charleroi-Thuin***, la ***plateforme Carologement*** s'active autour de trois priorités déterminées lors des élections communales de 2012 : améliorer l'offre de logements sociaux ; lutter contre l'inoccupation et contre les expulsions sans relogement. Cette année, un bilan à mi-parcours de la mandature s'imposait. Il en ressort que la politique de taxation des logements inoccupés semble porter ses fruits puisque près de 80% des logements identifiés font désormais l'objet de travaux pour être remis en location. L'évaluation est nettement moins réjouissante concernant le nombre de logements sociaux qui stagne, alors que la paupérisation gagne du terrain. Les logements réservés aux revenus moyens ne trouvent pas preneurs… et restent vides, ce qui est un comble.

Sur cette question, les militants attendaient de pied ferme le ministre venu au café citoyen du MOC : la réforme prévue prend en compte cette situation absurde et regroupe l'ensemble du logement public au lieu d'identifier des types de logement (social, moyen, de transit…) de manière figée. Enfin, la plateforme n'a pas pu obtenir de la Ville les données concernant les expulsions. Elle observe cependant qu'une prise de conscience s'opère dans le chef des autorités et de la police concernant les expulsions sauvages, qui sont inadmissibles.

Au Brabant wallon, la régionale est active via son groupe logement et au sein du ***RBDL***, le ***Rassemblement brabançon pour le droit au logement***. Dans ses ateliers conso, nombre de participants témoignent du poids insupportable du logement dans leur budget et la régionale s'en fait l'écho, suit l'évolution du logement social et s'intéresse aux alternatives de type habitat léger, kangourou, à la colocation…

Après les Assises du logement qui ont suscité une trajectoire de préparation importante en 2015, sur les plans d'ancrage en particulier, le travail s'est poursuivi avec un accent sur la qualité de vie et la participation des habitants locataires de logements sociaux. Il existe des représentants dans les instances prévues à cet effet, mais leur vitalité, leur formation, la politisation aussi de ces instances nécessitent qu'on remette l'enjeu en débat et qu'on interpelle la Région sur sa volonté de soutien effectif. Il en va de leur droit à habiter véritablement leur quartier et non pas seulement louer un logement. L'avenir du parc public fut aussi en question notamment avec la tenue d'un colloque où l'on a voulu s'informer et débattre des partenariats public-privé. La Région subit comme tous les gouvernements la loi de l'austérité et recherche des moyens de mobiliser l'épargne privée pour développer son trop maigre patrimoine de logements sociaux. Mais jusqu'où prend-on le risque d'une privatisation de facto de ce parc ?

Des enjeux essentiels dont on nous dépossède

Allons à ***Liège-Huy-Waremme,*** où une trajectoire spécifique se construit depuis l'an passé avec la collaboration du ***RWADE*** (Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie). Les participants l'ont appelée « Tous au chaud dans un nid douillet, entre rêve et réalité ». Tout est dit… surtout sur le rêve. Pas bien luxueux et pourtant souvent loin du réel.

Le groupe a commencé par s'approprier les questions liées au bail et au marché libéralisé de l'énergie ; aux possibilités de recours pour ces deux domaines. En 2016, quatre nouvelles étapes ont eu lieu. Il s'agissait de réaliser des économies d'énergie sans gros frais et de mieux maîtriser la gestion des appareils électroménagers ; de mettre à jour les problèmes de discrimination au logement vécus.

Ensuite le groupe s'est rendu à une audience de justice de paix pour découvrir de l'intérieur cette Justice qui fait peur, mais dont les participants ont eu l'occasion de vérifier qu'en effet, elle est bien une justice de proximité. Evidemment, cela dépend aussi du juge ! Dernière étape de l'année : construire ensemble un cahier de revendications (riche) et un bilan, plutôt amer : « les citoyens se sentent plutôt dépossédés de leur capacité à prendre position sur de tels enjeux, alors que ce sont eux qui vivent les situations ».

Mais on s'accroche : à ***Waremme*** se prépare un débat public avec PAC et le centre culturel : la matière et les questions ne manquent pas, surgissent au détour de précédentes problématiques abordées par le collectif et s'impose donc. Il aura lieu début 2017. A ***Flémalle,*** le groupe a examiné l'avant-projet wallon sur le fonds des garanties locatives qui devrait apporter une réponse aux lacunes de la législation établie en 2007.

Dans les ateliers conso d'***Othée*** et de ***Huy***, on s'est servi du jeu namurois « Questions pour un champion du logement » pour faire le tour des savoirs sur une série de questions posées : établissement du bail, état des lieux, démarches en cas d'insalubrité, calcul des charges, etc. Ainsi se développe l'expertise, qui croise savoirs chauds et savoirs froids.

A ***Verviers,*** le groupe d'***Ovifat*** a plongé dans ses cartons pour ressortir le questionnaire des EP pour la campagne de 2009 : « un logement de qualité ce serait… ». Une entrée en matière pour appréhender l'argumentaire sur l'encadrement des loyers, s'intéresser aussi au positionnement du syndicat des propriétaires.

De son côté, le groupe sensibilisation à la consommation a invité le secrétaire fédéral des EP Bruxelles à la Maison de jeunes des Récollets de ***Verviers*** pour un débat sur les enjeux sur l'encadrement des loyers et l'action de la régionale pour interpeller les pouvoirs publics. Cela a permis aux participants de faire part des difficultés dans leur propre région, sachant que le centre de Verviers connaît lui aussi une majorité de locataires et une paupérisation croissante.

Le **pouvoir** des **mots**

« Pris dans le piège de la novlangue et le système de l'argent-dette qui enfle, on en vient à se demander quel pouvoir de décision reste dans les mains des représentants du peuple. Mais si l'on observe les dessous du système, on s'aperçoit que c'est là aussi que ça se joue : sous les roues du train fou, les graines du changement sont semées, par les gens d'en dessous, ces fameux 99%.

Ainsi, le mouvement a poursuivi sa campagne ***« Démasquons les mots qui mentent »*** qui dénonce les mots menteurs de la novlangue. Fort de son succès, le dictionnaire ***« Le Petit menteur »*** lancé en 2015 a été réédité, illustré cette fois et assorti de méthodes d'animations. Plusieurs régionales ont poursuivi le décodage des mots du pouvoir, et notamment à Liège où on note que le changement de vocabulaire n'est jamais anodin par exemple quand on passe du « revenu minimum d'existence » au « revenu d'intégration sociale ».

Dans la régionale de ***Charleroi-Thuin***, un parcours systématique a été entamé en 2015 pour analyser les ressorts de la novlangue. Décryptage du concept, et une série d'exercices divers en fonction des publics : analyses d'extraits de journaux télévisés, technique du storytelling en politique, jeu du « cadavre exquis politique »… ont enrichi les travaux des groupes de ***Baulet***, de ***El Maujone***, de ***Dampremy***, ***Momignies***, ***Jumet*** et ***Gozée***.

Reprendre l'ascendant sur l'usage des mots, se les réapproprier pour créer de nouveaux récits, c'est ce à quoi travaille le groupe des ***Contes progressistes*** de Charleroi-Thuin. Un premier récit critique du modèle capitaliste a été publié cette année dans le bulletin de liaison du Mouvement. Un deuxième va paraître et un troisième est en voie d'achèvement. Accompagnés de questions pour le débat, un magnifique outil pour la réflexion.

L'austérité passée au crible

Un autre outil qui a bien servi en 2015 et encore en 2016, c'est la mallette de l'austérité réalisée par Vie féminine : « Austérité et dette, quand les femmes s'en mêlent ». La régionale du ***Hainaut centre*** a puisé largement dans les animations qu'elle contient pour concevoir toute une trajectoire de travail avec ses groupes. Il en est résulté des productions qui méritent une visibilité. Pourquoi pas en accueillant le Musée du capitalisme à Mons ? Ce projet est prévu pour 2017, avec d'autres organisations du Moc. La régionale a donc mis sur pied un petit groupe chargé de préparer une animation publique autour de sa venue, rassembler les productions des groupes, organiser une manière de les mettre en valeur en articulant le travail sur les mots menteurs, sur la défense de la Sécurité sociale et sur la critique de l'austérité.

Le groupe de ***Beaumont*** (Charleroi-Thuin) a fort apprécié une animation de la mallette présentée sous la forme d'un jeu de cartes qui incite à inventorier les solutions possibles face aux différents impacts identifiés de la logique d'austérité. Un bon exercice pour se hisser hors de toute posture fataliste. A ***Bailleul*** (Hainaut occidental) un nouveau groupe a également puisé dans la mallette et utilisé un photolangage pour aborder le thème de l'austérité et ses conséquences concrètes. Ce qui les a conduits à questionner l'avenir des missions des services publics menacés de « rationalisation », le renouveau des collectivités, et à assister au spectacle « dette système ». Suivi d'un ciné-débat sur la dette grecque, avec le documentaire réalisé par le CADTM : « la dette grecque, une tragédie européenne ».

Argent 007 : où est passée la souveraineté monétaire ?

Du « système dette », il en fut aussi question au groupe de ***Leernes*** (Charleroi-Thuin) ainsi qu'au midi-ciné de ***Tournai*** (Hainaut occidental), avec des extraits de « L'argent-dette » qui retrace l'histoire de la création monétaire. Et si l'on s'en sort bien avec les concepts de monnaie scripturale et fiduciaire, il est plus compliqué, disent les participants, d'appréhender que la monnaie puisse être créée sous la forme d'une dette, ou si l'on veut d'une promesse de remboursement. Mais ce que l'on perçoit clairement, c'est que les Etats n'ont plus la souveraineté monétaire. Alors quel pouvoir de décision leur reste-t-il ?
La séance suivante était également consacrée à comprendre les dessous de la dette en Grèce : une dette illégitime et odieuse, détenue à 75% par de grandes institutions financières publiques, mais dépendant des marchés financiers et refusant d'annuler le moindre euro. Austérité et rien d'autre.
Le système-dette formait aussi le fil rouge du Festival « Je parle au théâtre » à la programmation de laquelle la ***régionale de Namur*** a pris part, notamment pour proposer des animations avec un porteur de parole autour du thème « l'Argent 007 au service de la dette ».
Mais il est d'autant plus essentiel de mettre à jour par de telles animations les ressorts d'un capitalisme financier, que ces ressorts ne sont pas beaucoup soulignés quand l'actualité nous bouleverse. A ***Libramont*** (Luxembourg), où les attentats terroristes ont évidemment secoué aussi, le besoin d'une remise en contexte s'est fait sentir. Le groupe a utilisé deux vidéos réalisées par le Monde diplomatique ; et en analysant la montée de l'Etat islamique d'une part et celle du conflit syrien d'autre part, ces fameux ressorts remontaient à la surface. Et si l'on se sent amer et impuissant face aux jeux de la grande finance, le fait d'avoir acquis une lecture différente donne une autre motivation à chercher ce que l'on peut faire au niveau local, à commencer par l'accueil des réfugiés.

Cop'21 : mi-figue mi-raisin

On ne peut pas non plus attendre des miracles en ce qui concerne les décisions des Etats pour sauver le climat, mais on peut poser certains actes. C'est ce qu'a conclu le public venu à la conférence organisée par le groupe sensibilisation à la consommation de ***Verviers***, à la Maison des Récollets. Un public de jeunes gens, qui avaient beaucoup de questions à poser et qui a choisi pour suivre de travailler l'enjeu du gaspillage alimentaire.

Pas d'enthousiasme démesuré non plus au Réseau des 10 d'***Ath*** (Hainaut occidental), au sortir d'une autre conférence qui a vu Philippe Lamberts (Ecolo) et Michèle Gilkinet (Mouvement pour l'objection de croissance) livrer un bilan mitigé de la Cop'21. Le rapport de force entre politiques et monde économique est déséquilibré. Il faut un sursaut démocratique rapide et d'ampleur. D'où l'utilité de ces temps de débat citoyens. Et il faut commencer par réduire la consommation d'énergie, souligne-t-on à ***Tournai***, où le public du midi-ciné ne comprend pas comment la Belgique a pu choisir de prolonger ses centrales en dépit de la Cop'21, en dépit de Tchernobyl et 5 ans seulement après Fukushima !

Acteurs pour une autre économie

L'économie circulaire, les repair'cafés, les ressourceries… sont autant de sujets abordés à Nivelles, Jumet et Liège. Mais aussi l'énergie nucléaire où Liège a présenté la coopérative Hesb'énergie lors d'un midi-ciné citoyen sur le sujet. Une manière plus responsable de penser aux générations futures qu'en enfouissant les déchets nucléaires à Bure (France)… ou ailleurs.
En Hesbaye précisément, après dix années d'existence fructueuse, le GAC de **Waremme** (groupe d'achats collectifs) de la régionale liégeoise a choisi d'opter pour un nouveau développement plus ambitieux, celui d'une coopérative. Après l'obtention d'une bourse pour étudier la faisabilité, le groupe s'est lancé cette année dans le long parcours qui va du balisage du projet jusqu'à la communication au public en passant par la négociation avec les producteurs, le plan financier, etc. Dernière étape : les statuts. Mais c'est bien parti, onze communes soutiennent le projet.
Dans ses activités publiques, la régionale met aussi en balance la crise qui frappe les agriculteurs et les perspectives d'élevage plus en phase avec la biodiversité, dans cette région fortement agricole. Cela dit, il n'est pas seulement question d'alimentation à Waremme mais de tout ce qui peut être pensé autrement pour concrétiser le progrès social et améliorer la santé des gens et de la planète, autant d'enjeux interdépendants. Les pistes pour une mobilité douce, pas évidentes en région rurale, mais pas impossibles non plus, ont été étudiées avec l'apport de groupements cyclistes (Gracq, ProVélo) et d'initiatives communales.
Dans le ***Hainaut occidental***, le Forum des Simplicités connaît un succès grandissant et les militants de ***Tournai*** s'impliquent, d'autres visitent et reviennent stimulés. A l'initiative de l'Ecomusée du pays des collines, ce Forum annuel est un véritable carrefour de productions alternatives concrètes, locales, accessibles en tous genres, pour une autre manière de vivre. Et… on ne vend rien. On découvre. C'est aussi à ***Tournai*** qu'est né le Vert potager, jardin solidaire où la Journée portes ouvertes est là pour démontrer que l'on peut produire ensemble et localement, une autre forme de richesse.

Le film « Demain » a connu un grand succès dans les salles. Il a été exploité dans plusieurs régionales qui sont à la fois critiques et enthousiastes face à un documentaire qui donne envie d'avancer « autrement » mais dans lequel tout n'est pas bon à prendre tel quel. A ***Herve*** (Verviers), on réfléchit à un « après-demain » sur le territoire, avec les citoyens et les politiques, en vue des prochaines élections.
Construire demain, cela commence parfois par un regard sur les résistances d'hier qui ont permis des victoires. La régionale de ***Namur*** a invité tous ses membres pour une journée stimulante autant que festive autour de la « Bataille de l'Eau noire ». Le récit documentaire de la résistance acharnée des habitants de Couvin à la construction d'un barrage en 1978. Le réalisateur du film ainsi que des témoins de ce mouvement populaire exemplaire étaient présents, ce qui a permis de croiser combats d'hier et d'aujourd'hui.

Stop TTIP, CETA

« Même si l'on ne peut guère parler de grande victoire, cette mobilisation a été le résultat d'alliances inédites entre mouvements populaires, syndicalistes, environnementalistes, d'agriculteurs, d'artistes, d'étudiants… »

La mobilisation contre les traités commerciaux transatlantiques s'est poursuivie encore en 2016 dans la majorité des régionales présentes au sein de collectifs. C'est l'occasion de rappeler que de multiples moments de sensibilisation publique et d'interpellations politiques ont eu lieu, à ***Charleroi-Thuin*** avec le collectif Stop TTIP, mais surtout contre le CETA ; à ***Verviers***, principalement auprès des communes ; dans le ***Luxembourg*** au sein du collectif NO-CETA NO-TTIP sur cinq arrondissements ; à ***Liège*** au cours d'un midi-ciné citoyen ; dans le ***Hainaut centre*** pour un autre ciné-débat avec le Ciep et Vie Féminine ; dans le ***Hainaut occidental***, notamment via le groupe « transition » qui a réalisé une vidéo en ligne « Ensemble contre le traité transatlantique » ; et à Namur, du côté de ***Philippeville*** cette fois.

Replacer l'humain au cœur de l'économie

S'opposer aux traités commerciaux tels qu'ils sont conçus : une machine à broyer les réglementations au détriment des collectivités. Il n'y a pas que des mouvements en Europe pour porter cette opposition. Le groupe Culture de ***Verviers*** a accueilli avec grand intérêt le protest singer américain David Ravics pour un échange sur les réalités sociopolitiques aux Etats-Unis et croiser l'analyse quant aux traités de libre-échange. Il a aussi consacré une soirée au Brésil où un voyage d'immersion organisé par Solidarité mondiale a eu lieu.

Garder un œil attentif sur la réalité d'autres pays et profiter d'occasions qui se présentent pour accueillir un témoin, c'est aussi confronter leurs combats aux nôtres et garder à l'esprit qu'ils portent sur les mêmes enjeux fondamentaux, même si la situation socioéconomique et politique est spécifique. Ainsi en est-il au Togo et au Bénin, où l'on s'organise pour créer des mutuelles de santé. Comme ***Nivelles*** (Brabant wallon) l'a découvert grâce aux échos d'un autre voyage d'immersion Solidarité mondiale. C'est aussi de l'accès aux soins de santé qu'il a été question lors d'une conférence organisée à ***Mons*** par le Hainaut centre. Au Maroc, outre les soins de santé, l'éducation et l'accès à l'eau potable sont de véritables défis dans certaines régions, comme en a témoigné un militant de retour d'un stage humanitaire au groupe de ***Flémalle*** (Liège-Huy-Waremme).

Comines ainsi que ***Tournai*** (Hainaut occidental) ont accueilli deux invités de Madagascar, à la fois riche de potentiel mais île isolée, qui expérimente la permaculture et l'agroécologie pour préserver la terre tout en améliorant la subsistance.

Citons encore le Mouvement MOJOCA au Guatemala, que soutient la régionale du ***Hainaut centre***. Son fondateur Gérard Luttre était en Belgique cette année. Ce fut l'occasion de sensibiliser aux dures réalités qui sont le quotidien des filles et des garçons jetés à la rue.

Quant au groupe de ***Mangombroux*** (Verviers), il continue d'apporter son soutien aux projets d'économie sociale de Terre, mais cette année ce sont les activités développées au Sud qui ont été à l'honneur lors d'une soirée publique. « Autre terre », mais ambition identique : replacer l'humain au coeur de l'économie.

SECUFLEX.ORG :

Un **canular** pour dénoncer l'**absurdité** de la politique d'**austérité**

« Dans la foulée de la campagne entamée en 2015 et poursuivie en 2016, la campagne de sensibilisation des Equipes Populaires vise à décortiquer, comprendre, déconstruire le langage néolibéral, à dénoncer les stratégies et la réalité sociale qui se cache derrière les mots. »

En 2016, nous avons mis en évidence les politiques d'austérité qui se cachent derrière les mots du « pouvoir » et qui attaquent de plein fouet les droits et la protection sociale de tous.

Décrypter le langage néolibéral permet de voir que le langage utilisé abondamment par les économistes, les politiques et les médias contribuent à imposer la dérégulation sociale et l'accroissement des inégalités. La répétition incessante des mots austérité, compétitivité, handicap salarial, poids de la dette publique, coût de la sécurité sociale, a un impact bien réel sur notre vie quotidienne, sur notre emploi (ou pas), sur nos revenus…

L'impact de l'idéologie néolibérale sur les choix politiques et économiques, mais aussi sur la vie quotidienne était donc l'objet de la deuxième phase de campagne qui a porté sur les menaces qui pèsent sur la sécurité sociale.

Pour illustrer les attaques subies depuis quelques années par la sécurité sociale, le point de départ de la campagne fut l'annonce d'un canular : la diminution drastique du nombre de jours de congés et leur marchandisation.

Lorsque nous avons conçu cette campagne de type «canular», nous n'imaginions pas qu'une mesure telle que la diminution drastique des jours de congés payés puisse devenir plausible. Force est de constater que la réalité risque de rejoindre très rapidement la fiction. En deux ans, le gouvernement Michel a accéléré la machine à broyer de la pensée néolibérale, et les mesures annoncées font craindre le pire, notamment en matière de soins de santé, d'allocations de chômage et de pension.

L'actualité nous égrène en effet quasi quotidiennement de nouvelles mesures qui fragilisent la sécurité sociale. Le grand danger qui la guette, et qui n'est pas sans lien avec les difficultés budgétaires actuelles, c'est le discrédit que le gouvernement jette sur elle, dans la plus pure tradition néolibérale qui veut «externaliser» (entendons «privatiser») toutes les fonctions non régaliennes de l'Etat, pénaliser les allocataires sociaux et récompenser «ceux qui se lèvent tôt»…

Notre campagne était basée sur l'humour et la dérision, mais elle ne cache cependant pas une profonde inquiétude, celle que la réalité dépasse bientôt la fiction !

Nous avons réalisé différents outils de sensibilisation pour diffuser notre canular : une revue, un site internet, un dépliant. (Voir-ci-dessous).

Revendications

- **Veiller à ce que la part salariale soit maintenue dans le pot commun.** Concéder sans cesse des « exonérations de charges sociales » aux entreprises revient à les autoriser à nous payer moins de salaire (la part différée). C'est de l'argent qui s'en va dans les dividendes pour les actionnaires, donc pour le profit d'une minorité. Il est temps de procéder à une relance de la part salariale.
- **Financer la Sécu suppose que tout le monde puisse avoir un salaire pour cotiser.** Aujourd'hui, les uns travaillent trop, les autres cherchent désespérément un emploi. Absurde. Reprenons le chemin de cette conquête : relancer la réduction collective du temps de travail permettra de partager ce travail entre tou-te-s pour vivre mieux et participer à la solidarité.

Dossier Contrastes Spécial campagne
« Sécuflex, ou la Sécurité sociale en état de siège »

Ce numéro contient un côté pile et un côté face :

- **Le côté pile : « Sécuflex : Le projet du gouvernement pour une modernisation des congés ».**

Ce côté pile **annonce et explique le canular** : Désormais, nous n'aurons plus que 12 jours de congés légaux, et si nous en voulons plus, nous devrons les acheter ou les négocier avec notre employeur.

Pages 2 à 8 : le faux communiqué de presse du gouvernement, un test de personnalité, une fausse interview de Philippe Du Verger (alias Felipe Van Keirsbilck), un ardent défenseur… d'une sécurité sociale privatisée.

- **Le côté face : « La sécurité sociale perd ses couleurs »**

Dans ce côté face, nous montrons à quel point **la sécurité sociale est attaquée de toutes parts**, avec pour résultat un détricotage de ses fondements au profit d'une logique de privatisation.

Dans les *pages 9 à 20*, les articles retracent l'histoire de la Sécu en images, fait un focus sur les menaces en matière de chômage, de santé, de pensions et d'emploi, et contient une interview de Felipe Van Keirsbilck, ardent défenseur d'une sécurité sociale basée sur les principes de solidarité et d'universalité.

Secuflex.org : une fausse plateforme d'achat de congés

Nous avons invité les internautes à venir acheter leurs congés sur une plateforme en ligne : www.secuflex.org. Il est évident que ce n'était qu'un leurre pour dénoncer l'absurdité de la politique d'austérité appliquée par le gouvernement. Et rappeler que d'autres options existent.

Différentes activités ont eu lieu dans le cadre de cette campagne de sensibilisation. A Nivelles, Verviers et Namur, nous avons réédité l'expérience du ***« Jeu du Dicomenteur »*** qui fait écho au fameux *Jeu du dictionnaire* diffusé en son temps sur les ondes de la RTBF. Des conférences-débats ont également été organisées. A ***Liège***, sous la forme d'un faux JT qui présente le canular lors de la Foire du livre politique de Liège. A ***Bastogne***, sous forme d'un atelier d'écriture auprès du public de la CSC. A Nivelles, sous la forme d'un café citoyen. A ***Soumagne***, sous la forme d'une soirée cinéma autour du documentaire « Merci Patron ! ». A ***Tournai***, lors d'un midi-ciné.

Mais aussi… Nous avons scandé notre message lors de la manifestation du 25 septembre qui dénonçait l'activation des chômeurs, la compétitivité, l'austérité, la flexibilité… que des gros mots ! Nous avons tenu un stand lors de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté organisée par le RWLP ainsi qu'à la Foire du livre politique de Liège. Des militants de Charleroi-Thuin ont exposé des banderoles-canulars « Envie de plus de congés ? Avec Sécuflex, c'est gagné ! » sur une autoroute. Et nous avons participé à une émission radio sur Namurchouette, la radio universitaire namuroise qui a présenté une fausse réforme des congés à ses auditeurs. Ce canular fut suivi de l'intervention de Christine Pirson, secrétaire provinciale du MOC de Namur, qui a réexpliqué les enjeux liés à notre sécurité sociale.

Trop beau pour être vrai !

« Organisée par 31 associations francophones et néerlandophones, la Journée sans crédit a pour objectifs de sensibiliser les consommateurs aux dangers du crédit facile et de formuler des recommandations aux pouvoirs publics pour améliorer la protection des consommateurs les plus fragilisés. Les Equipes Populaires sont depuis 2004, à l'initiative de cette journée de sensibilisation qui a désormais lieu chaque année le dernier samedi de novembre. »

« Rien n'est gratuit », contrairement à ce que laissent souvent penser la publicité et le marketing. Ce qui est présenté comme gratuit ne l'est généralement pas : cartes de crédit, offres conjointes, cartes de fidélité, promesses de gains… C'est bien souvent « Trop beau pour être vrai ! ».

Notre message concerne l'ensemble de la population, mais cible particulièrement les 18-25 ans qui sortent de l'école, qui touchent leurs premiers salaires ou allocations et qui se laissent facilement tenter par les offres publicitaires alléchantes. On souhaite mettre en garde, au départ d'exemples que les jeunes connaissent bien et qui les touchent, que rien n'est gratuit dans les offres commerciales qui leur sont destinées (y compris crédit).

Nous sommes allés à la rencontre de ce jeune public en participant à la semaine de l'argent organisée par Wikifin, aux ***salons SIEP*** (service d'information sur les études et les professions) de ***Namur*** et de ***Liège*** et au ***salon Solid'Arlon*** mais aussi aux Fêtes de la Solidarité, le ***festival*** organisé par ***Solidaris*** à Namur. Nous avons également à Namur tenu un stand d'animation avec des élèves de l'***Henallux*** en collaboration avec le Médénam. Et bien évidemment, les gens qui connaissent la Journée sans crédit ne manquent pas le rendez-vous que nous leur fixons chaque année à la rue Neuve, à ***Bruxelles*** où nous discutons avec les passants sans se prendre trop au sérieux. Cette année, nous leur avons proposé des séances photomaton déguisées avec comme arrière-plan la banderole paradisiaque « Trop beau pour être vrai ! ».

Les supports de sensibilisation

Le Guide pratique du jeune consommateur

Un « Guide pratique du jeune consommateur » a été édité dans le cadre de l'action 2015 et a été réimprimé en 2016. Il contient des informations utiles pour les jeunes, en particulier ceux qui deviennent financièrement autonomes : *pourquoi et comment faire un budget, à quoi il faut être attentif quand on signe un contrat de vente ou un crédit, comment repérer les offres commerciales un peu trop alléchantes, quel type d'acheteur on est, le rôle de la publicité, les conseils lors d'achats par internet, comment faire son budget, que faire quand on a des ennuis…*

Des Billets à gratter

Les billets à gratter créés autour de trois thèmes (achats sur internet, contrats d'abonnement, crédits) invitaient les personnes touchées lors des actions de rue à répondre à des questions liées aux pratiques commerciales dénoncées par la plate-forme Journée sans crédit. Le but était de répondre correctement aux trois questions pour gagner une « croisière ».

Les recommandations 2016 de la Journée sans crédit

- **Renforcer les contrôles et les sanctions pour lutter contre le crédit facile.**
- **Lutter contre les offres TAEG 0% mensongères et trompeuses.**
- **Interdire les publicités qui incitent le consommateur à utiliser sa réserve de crédit ou à demander une augmentation de sa ligne de crédit.**
- **Dans tous les secteurs : lutter contre les publicités mensongères – mieux réglementer la publicité qui mentionne les termes « gratuit » ou « sans frais ».**
- **Améliorer la formation des intermédiaires de crédit.**
- **Améliorer la mise en œuvre du délai de zérotage.**
- **Mettre en place des ombudsmans efficaces.**
- **Imposer un espace réservé au crédit dans les lieux de vente et dans les banques.**
- **Evaluer et améliorer les nouvelles mesures de préventions mises en place : notamment la mise en œuvre du questionnaire.**
- **Clarifier le coût de l'assurance de solde restant dû.**
- **Améliorer la Centrale des Crédits aux Particuliers de la BNB sans l'élargir à d'autres types de dettes.**
- **Mieux financer la prévention et le traitement du surendettement.**

Les recommandations complètes sont disponibles sur **www.journeesanscredit.be**

Nos écrits au service de l'**action**

« L'ensemble des publications produites aux Equipes Populaires sont bien sûr en lien avec le travail fourni par nos groupes ou par les différents niveaux du mouvement. Elles rendent compte des avancées, du travail d'analyse et de critique produit par le mouvement et/ou constituent une base de travail pour aller plus loin dans l'analyse et l'action ».

Collection « Contrastes »

Energie : Le fournisseur est Roi ! - Février 2016

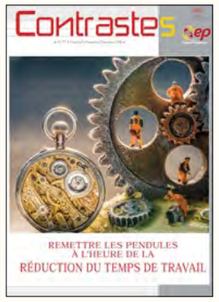
Accueil des réfugiés : Le rendez-vous manqué - Avril 2016

Pensions : Le casse du siècle - Juin 2016

Nouvelle gauche en Europe. Casser l'engrenage de l'austérité - Août 2016

La sécurité sociale perd ses couleurs (Campagne «Sécuflex» des EP) - Oct. 2016

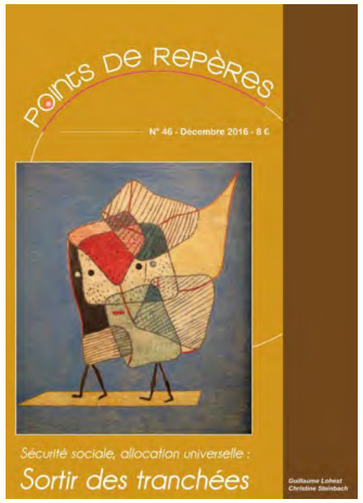
Remettre les pendules à l'heure de la Réduction du temps de travail - Déc. 2016



Collection « Points de Repères »

Sécurité sociale, allocation universelle : Sortir des tranchées
Guillaume Lohest et
Christine Steinbach, décembre 2016

Renégocier les loyers abusifs - Références pour donner une portée pratique à l'encadrement des loyers
Thibaud De Menten, décembre 2016



Collection « La Fourmilière »

Education permanente : Au-delà de l'évènementiel, - Février 2016

Associatif : soigner sa communication - Février 2016

L'encadrement des loyers, c'est pour demain ! - Avril 2016

Pour un fonds de garantie locative centralisé - Juin 2016

Logement : Un chèque habitat... mais pas pour les locataires - Octobre 2016

Il est temps de relancer la cotisation sociale - Décembre 2016

Collection « Question de point de vue »

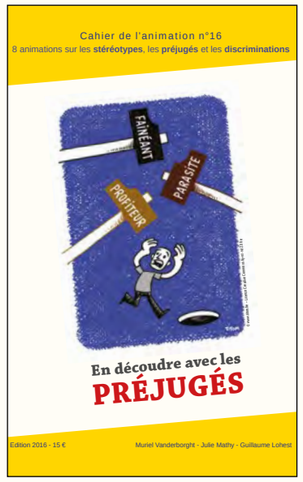
De la lutte des classes à la lutte des places - Juillet 2016

**Accès au logement : Un Chèque Habitat…
Mais pas pour les locataires** - Octobre 2016

Il est temps de relancer la cotisation sociale - Novembre 2016

Gaz et électricité : Les organisations sociales toujours en attente de mesures sociales ambitieuses - Décembre 2016

Nouvelles gauches en quête d'un second souffle - Décembre 2016



Collection « Cahiers de l'animation »

En découdre avec les préjugés. 8 animations sur les stéréotypes, les préjugés et les discriminations

Muriel Vanderborght, Julie Mathy et Guillaume Lohest, mai 2016

Hors Collection

Le Petit Menteur illustré. Dictionnaire participatif, engagé et décalé, novembre 2016

Retrouvez nos articles sur : **www.equipespopulaires.be**

Que **demandons**-nous ?

Au départ de la multitude des questions soulevées par les groupes locaux du mouvement, les Equipes Populaires ont formulé depuis plusieurs années un grand nombre de revendications. Pas de liste exhaustive ici. Mais une synthèse des principales recommandations que nous portons. Aussi bien par le travail de terrain que par des campagnes d'action ou via la participation à des plateformes associatives.

Alimentation

Le mouvement soutient les revendications liées au principe de souveraineté alimentaire des peuples. Ce principe induit notamment le droit à une alimentation saine et accessible pour tous, un prix juste et des modes de production qui n'épuisent pas les ressources naturelles. Nous nous intéressons aussi au fonctionnement de la grande distribution : si celle-ci a sa place dans la société, elle doit répondre de la manière dont elle assure le respect des droits des travailleurs et favorise les produits locaux. Enfin, nous plaidons pour un étiquetage des produits plus lisible, plus compréhensible et plus adapté à leurs besoins.

Energie

En ce qui concerne l'énergie, les Equipes Populaires revendiquent le droit à l'accès de tous et plaident pour une politique énergétique durable. Avec la Coordination Gaz-Electricité-Eau de Bruxelles et le Réseau wallon pour l'accès durable à l'énergie, nous plaidons pour une tarification progressive de l'électricité. Nous dénonçons le dispositif wallon des compteurs à budget, qui déresponsabilise les fournisseurs face aux difficultés de paiement des clients et nous demandons que la Région wallonne s'inspire des dispositions bruxelloises. Nous plaidons encore pour que les pouvoirs publics soutiennent les ménages à faibles revenus et favorisent leur accès aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.

Crédit - Protection des consommateurs

Sous l'impulsion des Equipes Populaires depuis plus de 10 ans, la Journée sans crédit dénonce les pratiques des sociétés de crédit et fait des propositions législatives pour mieux les encadrer. En 2014, la plateforme a également ciblé d'autres pratiques commerciales agressives et pas seulement celles liées au crédit (facture de GSM exorbitante, achat impulsif sur internet…). Elle insiste pour que les autorités publiques fédérales investissent davantage dans le contrôle du respect de la législation.
Non au démarchage intempestif : La plate-forme dénonce les abus en matière de démarchage téléphonique et à domicile. Une meilleure information : Toute personne non juriste doit pouvoir comprendre ses droits et ses obligations et comparer les offres.
Texte complet des recommandations sur www.journeesanscredit.be

Publicité

Nous avons pris position pour une diminution de la publicité dans l'espace public et dans les outils de service public. Nos recommandations portent sur la protection des plus jeunes (pas de pub à la RTBF jusque 19 ou 20h) ; sur le respect de l'intérêt général, particulièrement en matière de santé et d'énergie (stop à la pub pour les modes de transports polluants). Nous nous opposons également à l'intrusion publicitaire que constitue le démarchage téléphonique. Plus généralement, nous prônons un débat public sur la place de la pub et une plus grande régulation de ses pratiques par la création d'un conseil fédéral de la pub.

Citoyenneté communale

En ce qui concerne la citoyenneté dans la commune, nous insistons tout particulièrement pour que l'on favorise les dispositifs de participation permettant aux citoyens de prendre part aux débats sur les questions qui les concernent. Il faut notamment améliorer l'information visant à une publicité active des débats politiques, multiplier les commissions consultatives, mettre en place des assemblées ou « forums » citoyens et créer des « Maisons de la citoyenneté ».

Emploi

Dans le domaine de l'emploi, nous portons de longue date la revendication d'une réduction collective du temps de travail, avec maintien du salaire et embauche compensatoire. Cela répond à une exigence économique, sociale et environnementale. Nous soutenons, avec Solidarité mondiale, le droit à un travail décent sur le plan international, ce qui implique entre autres des conditions de travail correctes, un salaire suffisant, ainsi que le droit de se syndiquer. Nous plaidons avec d'autres pour la création d'emplois durables, en particulier dans le domaine public et non-marchand ; et le relèvement des bas salaires.

Immigration

En matière d'immigration, le Mouvement aspire à une véritable démocratie interculturelle, fondée sur les valeurs de respect, de tolérance, d'ouverture et d'égalité. En ce qui concerne la régularisation des personnes sans papiers, nous plaidons avec le Mouvement ouvrier chrétien pour une procédure permanente et des critères de régularisation clairs. Enfin, il faut assouplir les règles relatives à la protection internationale du réfugié et à son statut.

Logement

Le droit à un logement décent est une de nos priorités. Nous plaidons pour un encadrement des loyers privés, sur base de critères objectifs, en privilégiant le modèle de la concertation. Nous demandons aussi de faire respecter l'obligation d'affichage du prix des loyers et celle d'enregistrement des baux écrits. Nous soutenons également la revendication du développement et de la rénovation du parc de logements sociaux. Il convient aussi de promouvoir les Agences immobilières sociales et d'activer les politiques de lutte contre les logements vides. Enfin, nous plaidons pour la création d'un fonds des garanties locatives régional, universel, obligatoire et géré paritairement.

Justice fiscale

La justice fiscale est indispensable pour assurer une meilleure redistribution des richesses. Pour cela il faut commencer par rendre effective la levée du secret bancaire en Belgique. Nous demandons également, avec le Réseau Justice fiscale, l'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes. Nous plaidons aussi pour un rééquilibrage, d'une part en réduisant la pression fiscale sur le travail et d'autre part, en faisant contribuer d'autres revenus financiers (plus-values sur titres, options…). Par ailleurs, une réflexion s'impose dans le cadre d'une révision de l'impôt des sociétés.

Sécurité sociale

La Sécurité sociale, c'est la part des salaires mise en commun pour se prémunir collectivement face aux aléas de l'existence. Il faut préserver ce système des tentatives de privatisation et le renforcer pour rencontrer les nouveaux besoins. Cela passe notamment par une relance salariale au niveau européen. Les Equipes Populaires plaident aussi pour le relèvement des revenus de remplacement et refusent que la responsabilité du chômage soit attribuée aux chômeurs. En ce sens, le plan d'activation de ces derniers, trop porté à l'exclusion, doit être remplacé au profit d'une véritable politique d'accompagnement des personnes. D'autre part, nous demandons la suppression du statut de cohabitant.

Services publics

Les services publics constituent un rempart précieux contre la pauvreté. Le mouvement plaide pour leur maintien et leur développement de façon à garantir la satisfaction universelle des droits humains, économiques et sociaux. Les secteurs vitaux (santé, éducation, eau, culture, environnement, services sociaux, logement social, audiovisuel, transport et énergie) doivent être soustraits des accords commerciaux internationaux. Nous dénonçons la logique européenne de l'austérité qui prive les Etats des moyens d'assurer ces services à leur population. Et nous nous opposons aux projets de traités de libre-échange tels que le TTIP et le CETA.

Mobilité des personnes

La mobilité des personnes requiert à nos yeux un renforcement et une amélioration de l'offre de transports publics. Il faut favoriser les modes alternatifs à la voiture et envisager la mobilité en cohérence avec les politiques publiques d'aménagement du territoire, de développement économique et de logement.

3 > **QUESTIONS DE CONSOMMATION**
Vivre autrement et mieux
- Ateliers conso
- Des jardins collectifs pour retrouver un rapport à l'alimentaire plus sain, plus direct et plus convivial
- Mais aussi… des « Tables d'Autres »
- Des groupes Energie| Logement Décent

6 > **CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE**
La politique est aussi notre affaire
- Des citoyens surveillent leurs politiques
- TTIP, CETA, fascisme en Europe, Trump, nouvelles gauches… Au cœur des débats
- Lutte contre les loyers abusifs : des actions qui payent
- Des citoyens mobilisés
- Des NTIC au service de récits de vie

9 > **LE VIVRE ENSEMBLE**
Eviter le piège de la peur
- Rappeler le sens de l'histoire
- Rien ne vaut la rencontre !

11 > **EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS**
La Sécu, impayable ?
- SOS accueil médical
- Le mauvais calcul du gouvernement

13 > **PAUVRETÉ ET EXCLUSION**
La pauvreté n'est pas une fatalité
- Regagner une forme de liberté face à la pauvreté
- Système de soins de santé : Une lasagne complexe
- Bruxelles : La grève des loyers abusifs
- Le logement social en berne
- Des enjeux essentiels dont on nous dépossède

17 > **MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ**
Le pouvoir des mots
- L'austérité passée au crible
- Argent 007 : où est passée la souveraineté monétaire ?
- Cop'21 : mi-figue mi-raisin
- Acteurs pour une autre économie
- Stop TTIP, CETA
- Replacer l'humain au cœur de l'économie

20 > **CAMPAGNE : SÉCUFLEX**
La sécurité sociale en état de siège !

22 > **CAMPAGNE : JOURNÉE SANS CRÉDIT**
Trop beau pour être vrai !

24 > **PUBLICATIONS, ANALYSES ET ÉTUDES**
Nos écrits au service de l'action

26 > **REVENDICATIONS DU MOUVEMENT**
Que demandons-nous ?

Ce dossier a été réalisé par : Christine Steinbach et Claudia Benedetto Mise en page : Hassan Govahian.
Ed. resp. : Ch. Steinbach, 8 rue de Lombard, 5000 Namur • Supplément à Contrastes Septembre-Octobre 2017.